



interliaisons

COMMISSION EXECUTIVE de L'U.C.R.

- ☞ 2 Rapport sur l'actualité
- ☞ 5 Conclusions du débat
- ☞ 6 Présentation de l'intranet de l'UCR
- ☞ 9 Rapport de présentation sur la stratégie revendicative de l'UCR
- ☞ 11 Conclusions
- ☞ 11 La carte pétition

Mars

2019

N° 151

Du 5 au 7 mars PAUME Mireille

 BOUTROUE M.-France

Du 2 au 4 avril TERRAT Pascale

 DUCHESNE Roselyne

Du 12 au 14 mars POUSSIER M.-Paule

 BRUN Martine

Du 9 au 11 avril SCHWIND Hubert

 ESCOTTE Jeannine

Du 19 au 21 mars ROUGER Richard

 BRUNET Claudine

Du 16 au 18 avril BAJARD Evelyne

 GARCIA Saturnin

Du 29 au 28 mars SANTONI Pascal

 CHEVALIER Sylvie

Du 23 au 25 avril BASTIDE Marc

 GASNE Pierre

MARS

Lun	Mar	Mer	jeu	Ven	Sam	Dim
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

AVRIL

Lun	Mar	Mer	jeu	Ven	Sam	Dim
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

Commission exécutive
 Bureau
 Férié
 Intersyndicale
 Journées d'action

RAPPORT SUR L'ACTUALITÉ



Olivier
JOUCHTER

Même si on ne refait pas le monde à chacune de nos réunions, il est parfois important de considérer l'environnement dans lequel on évolue en observant la situation internationale.

En cherchant à le faire, on peut être pris par le tournis, par la complexité des situations tant elles sont contrastées d'un pays à l'autre.

Le Venezuela où la situation économique a provoqué une grande crise politique, sociale, humanitaire et dorénavant migratoire. On nous présente le plus souvent le camp du bien contre le camp du mal, dans le bras de fer entre Nicolas MADURO et son opposant autoproclamé, Juan GUAIDO.



Pas si simple. L'intervention américaine vient nous rappeler que les États-Unis considèrent toujours l'Amérique latine comme son terrain de jeux. Elle le fait d'autant plus que les richesses pétrolières du Venezuela aiguissent les appétits.

L'impérialisme américain a encore de beaux jours. Dans ce pays comme dans beaucoup d'autres, c'est le peuple qui détient les clés de son avenir, pour sortir d'une situation de crise très complexe à régler.

Le peuple et l'espoir : venu d'Algérie : Une mobilisation qui sonne comme une première victoire pour tracer un chemin pour plus de démocratie. Les manifestations pacifiques, massives, ont bouleversé l'ordre des choses. La place prise par la jeunesse, celle des femmes, donne de la vitalité, de l'esérance en l'avenir. La CGT a clairement marqué son soutien au peuple Algérien.

Derrière l'espoir et un peu comme s'il ne fallait pas s'y accommoder, le terrible attentat contre la communauté musulmane à CHRISTCHURCH en Nouvelle-Zélande. Il vient nous rappeler que les extrémistes peuvent sévir partout à travers le monde pour exprimer leur haine des autres.

Suprématiste blanc, fasciste, la peste brune court comme la gangrène. Ne nous laissons pas gagner par la banalisation.

Continuons de nous exprimer autant que de besoin, contre la montée des idées nauséabondes, des extrêmes, au détriment des libertés, du vivre ensemble et de l'avenir social.

Plus près de nous, le Brexit et le no-deal qui risquent fort d'être « l'aboutissement » de longs palabres entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, alors que se profile le renouvellement du parlement européen, dans lequel les couleurs politiques les plus représentées risquent d'être le bleu et le brun. Encore.

Qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui ? Elle semble s'éloigner des préoccupations des citoyens. On est bien loin de l'Europe sociale à laquelle on a pourtant le droit d'aspirer et pour laquelle il nous faut revendiquer. Elle est aujourd'hui

prisonnière des traités européens et largement supplantée par le dogme libéral. C'est l'Europe du capital, celle de la rigueur budgétaire qui guide.

La CGT aura, dans le cadre de ce qu'elle est, une organisation syndicale, l'occasion de rappeler la conception qu'elle a de l'Europe dans les prochaines semaines, soyons en sûr.

Qu'est-ce qu'on en commun Michelle BACHELET, haut-commissaire aux droits de l'homme à l'ONU, ex-présidente du Chili et Jacques TOUBON, défenseur des droits dans notre pays ?

Le fait d'avoir rappelé à l'état français ses obligations pour préserver les droits de l'homme, quand celui-ci se livre à un usage excessif de la force comme c'est le cas dans notre



pays actuellement. On n'est pas habitué à trouver la France, dans une liste noire s'agissant des atteintes au droit de l'homme. Et pourtant !

C'est un vrai camouflet. Honte à ce gouvernement qui vient pourtant de promulguer une loi liberticide, qui va gravement porter atteinte à la

liberté de manifester. Une large majorité des droites à l'assemblée a voté cette loi. On nous dit que Macron veut saisir le Conseil Constitutionnel. Cela relève d'une manœuvre qui n'a valeur que de posture pour l'affichage. « Moi Macron, le garant des droits des libertés ! » .

La CGT quant à elle, continue de demander l'abandon pur et simple de cette loi, ainsi que l'interdiction des armes mutilantes.

Et le social

J'en arrive au contexte social et politique dans notre pays. Vaste sujet. Ces derniers jours ont été marqués par une série de manifestations, qui participent pour chacune d'elles, à ce qu'on appelle communément dans notre jargon, « la mobilisation sociale ». Elles expriment toutes des préoccupations majeures pour nos concitoyens, même si les sujets portés peuvent sembler aux antipodes, les uns des autres.

Le 15 mars, les jeunes se sont mobilisés pour le climat à travers le monde et en France. Leur mobilisation a été forte. Elle exprime une réelle préoccupation dans cette tranche d'âge, avec le sentiment que leurs aînés tardent à prendre des mesures d'urgence pour préserver le climat et notre environnement. Et s'ils avaient raison ?

La CGT a clairement marqué son soutien à ses mobilisations. Je vous renvoie au communiqué confédéral en date du 1er mars sur ces questions. Il se termine en disant que le capitalisme ne se préoccupe pas de l'humanité.

L'urgence climatique

Pour notre syndicalisme, les questions environnementales et l'urgence climatique sont indissociables de nos combats pour le progrès et la justice sociale. Ce sont les deux faces d'une même médaille, pour un développement humain durable. Et de conclure, « changeons de système, pas de climat ». On adhère évidemment.

J'ajoute à ce propos que ce sont des sujets que nous ne traitons pas à l'UCR. C'est peut-être un déficit ? D'autant que la CGT a participé à une tribune avec différentes ONG ou organisations syndicales, comme ATTAC, OXFAM et

Les questions environnementales: faut-il que l'UCR ouvre son champ revendicatif à ces sujets de société pour l'avenir.

d'autres et quelle s'exprime plus que par le passé sur ces sujets devenus sociétaux.

La question nous est posée, à savoir s'il convient que l'UCR ouvre son champ revendicatif à ces sujets de société pour l'avenir.

Le samedi 16 mars a donné lieu à de nouvelles mobilisations pour une « marche du siècle, pour le climat ». Elle aura des suites, forcément. Soyons attentifs.

Pas de samedis sans rassemblements de gilets jaunes. S'il faut condamner sans retenue les exactions commises lors des manifestations, notamment sur les Champs-Élysées, considérons qu'elles sont le fait des black-blocs, les hommes en noir et non pas des gilets jaunes auxquels on veut interdire les manifestations.

Ne nous laissons pas piéger par un gouvernement qui cherche à réduire l'expression du mécontentement, à opposer les classes modestes et moyennes entre elles et il y parvient en partie.

Le problème, le véritable, c'est l'absence de réponses concrètes aux revendications depuis le début du quinquennat de Macron. Et ce n'est pas la mascarade du grand débat public, institutionnel, qui va mettre un terme à l'ampleur de la crise sociale.

La CGT qui a lancé la journée d'actions qui a eu lieu mardi 19 mars avec le succès que l'on connaît, a, elle aussi organisé ses propres consultations, non pas sans difficultés, mais ça a existé à quelques endroits. Quand c'était le cas, des thématiques autres que celles prédéfinies par le Président de la République se sont imposées. Les salaires, les pensions, la CSG. Mais aussi le besoin de services publics, de transport ou encore les questions de santé et de protection sociale.

Le problème ce n'est pas l'idée de débattre. On est plutôt adepte, mais bien plus celui de se voir confisquer l'expression réelle de nos concitoyens par un tour de passe-passe. Attention cependant au retour de flammes. À ouvrir des boîtes de pandore qui ne sont remplies que de quelques gadgets et bouts de ficelle, il peut y avoir pour les uns de la déception, pour les autres de la colère. Le gouvernement a pris là, un risque politique.

On a été en grande difficulté pour mesurer l'utilisation faite du tract de l'UCR mis à disposition de nos organisations en début d'année, en même temps que le matériel pour recueillir les doléances des retraités. Peut-être pourrez-vous apporter des appréciations utiles à notre analyse. Philippe Martinez m'a dit qu'il voyait beaucoup de retraités là où il allait. Très bien et merci Philippe, mais ce déficit permanent d'informations nous est largement préjudiciable pour

porter une appréciation plus fine sur la réalité de notre déploiement, dans les territoires et dans les professions.

Par le passé, on a pris des dispositions pour être mieux connecté à nos organisations avec notre dispositif coopérant/référents, la carte des luttes. On a besoin de mieux faire vivre tout ça. Vous l'avez compris, c'est un appel pour tous, à commencer par moi, notamment pour appréhender la journée nationale d'actions du 11 avril, en amont et au lendemain.

J'en profite pour vous dire que nous allons adopter un dispositif SMS qui nous permettra d'envoyer un message ou de questionner les responsables des USR et UFR, ainsi que la direction de l'UCR. Nous lancerons ce dispositif autour de la journée d'action des retraités du 11 avril. Prenons-le comme un plus, pas comme un substitut à ce que nous avons déjà imaginé pour échanger entre nous et avec nos organisations.

Avant de porter une appréciation sur la mobilisation des retraités dans le cadre de la journée d'actions interprofessionnelle du 19 mars, souvenons-nous qu'il y a eu un 8 mars. Le BN de l'UCR qui s'est réuni le 14 mars, a eu quelques difficultés à apprécier l'expression revendicative qui a pu exister dans ce cadre.



Pensions de réversion

L'idée de s'exprimer à nouveau sur les pensions de réversion, notamment pour les femmes était pertinente. On n'est pas obligé d'attendre le 8 mars 2020 pour les traiter à nouveau, d'autant que le projet de loi sur les retraites s'avance. C'est pour moi l'occasion de rappeler qu'un tract retraite sera mis à disposition d'ici quelques jours. Cathy aura l'occasion de préciser les choses autant que de besoin.

Avec prudence, sous réserve et à partir des éléments qui m'ont été rapportés, il apparaît que les préconisations du gouvernement pourraient être connues au mois de juin, avant d'arriver à un projet de loi à l'automne. L'objectif de sa mise en œuvre dans sa totalité pourrait être reporté à 2025. La dernière bilatérale aura lieu le 3 avril.

Vous avez entendu comme moi, le propos d'Agnès Buzyn sur RTL et celui d'Édouard Philippe ces derniers jours. Ils ont avancé simultanément, l'idée de repousser l'âge de départ à la retraite, de 62 à 65 ans. Il n'y a aucun hasard à cela. Cela répond à une vieille stratégie. Il s'agit de sonder l'opinion à cette idée et d'avancer l'argument que c'est juste au regard de la démographie, du vieillissement de la population.

À nous dorénavant de porter nos arguments et de mener la bataille des idées qui s'impose.

Concernant la question des retraites, la confédération a prévu de tenir une conférence de presse à laquelle nous devons être attentifs. Voir présents.

Toujours sur cette question et concernant les complémentaires, une seule séance de négociations est prévue au calendrier, le 5 avril. Il semble qu'il s'agisse pour l'essentiel, d'entériner les baisses de valeur du point : - 1,17 % pour le MEDEF, - 0,93 % pour la CFDT. Qui va l'emporter ! Aucun des deux, j'espère.

Vers le 11 avril

La mobilisation du 19 mars constitue un point d'appui pour mettre le plus grand nombre de retraités possible dans la rue le 11 avril. Le gouvernement est fragilisé par les mobilisations de ces derniers mois, à commencer par celles des retraités. Le moment est propice à une forte mobilisation pour faire reculer le pouvoir et retrouver le chemin des acquis sociaux. Mais, il nous reste beaucoup de travail à faire pour élever le niveau de la mobilisation.

Que ce soit sur la CSG, l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires, la hausse des pensions, nous pouvons les faire céder. Alors on ne lâche rien comme dit le slogan. Il faut qu'avec la direction de l'UCR réunie aujourd'hui, on vérifie le niveau de la mobilisation, ce qui a été fait, ce qu'il reste à faire et qu'on porte une appréciation politique sur la construction dans laquelle on est engagée.

Je ne vais pas réinventer le syndicalisme, du moins le nôtre, en disant à nouveau combien il est indispensable d'être à l'offensive, sur une notion de déploiement, dans une dimension intergénérationnelle et solidaire.

Ça n'a rien d'une formule toute faite, mais bien la réaffirmation de notre stratégie revendicative qui veut conjuguer notre travail spécifique à nous le CGT retraité, en même temps que le besoin de continuer à animer le travail unitaire qui contribue à élargir le rapport de force, même si pour l'heure nous ne sommes pas entendus par le gouvernement. Si notre stratégie est claire, elle n'est pas toujours évidente à mettre en oeuvre, au niveau national, comme dans les territoires. Ça peut être le cas aussi dans les Fédérations, les UFR, qui ont des contacts unitaires pour les retraités. Il faut trouver les points d'équilibre et rester vigilant à nos constructions revendicatives.

En le faisant, il faut se questionner sur la capacité de nos organisations, plus particulièrement les USR et leurs sections, à mettre en oeuvre les plans de travail que nous décidons à l'UCR et dans le groupe des 9.

Il me semble que c'est Pascal SANTONI qui disait qu'on pourrait envoyer un tract par jour, mais que ça ne réglerait pas notre capacité à être entendu sur tous les sujets importants.

Je crois en effet, qu'on évoque trop souvent notre démarche et notre stratégie revendicative, sans considérer les moyens que nous avons à notre disposition pour y parvenir et la qualité de vie syndicale réelle de nos organisations.

Ces moyens, quels sont-ils ? Ce sont évidemment les syndiqués de la CGT sans lesquels on ne peut exister et se déployer et nos moyens de communication. Mais le considérons-nous comme ça, ou du moins suffisamment ? Je n'en suis pas sûr.

2017: sous les 100 000 adhérents

Pourquoi un tel propos ? Tout simplement parce que la confédération vient de clôturer l'exercice d'organisation pour l'année 2017. Nous le faisons avec 15 144 syndiqués de moins pour toute la CGT et avec moins 2 455 syndiqués retraités. Nous sommes dorénavant sous la barre des 100 000 adhérents retraités avec 98 685 FNI réglés pour cet exercice.

C'est peut-être ça qui va marquer les esprits, même si para-

doxalement cet exercice est moins catastrophique que les précédents où on perdait bien plus. Ce n'est pas satisfaisant. Un moins c'est un moins et il ne faut pas lui faire dire que c'est un plus. On a fait ça trop souvent pour les élections professionnelles. On sait où on en est.

Pour autant, la mobilisation des camarades dans les sections, les USR, les UFR, sous l'animation de la Vie syndicale de l'UCR, a permis de réduire nos pertes. Je veux le souligner, car c'est un encouragement, une indication sérieuse de ce qu'il faut faire, pour que notre courbe de syndicalisation bascule en positif. J'ai la conviction que ça va arriver. Le plus tôt possible serait évidemment le mieux.

Pourquoi ne pas l'envisager pour la clôture de l'exercice 2018 qui interviendra à quelques semaines de l'ouverture du congrès de l'UCR à Saint Malo en mai 2020 ?

Mes camarades, on peut débattre de tout le reste bien sûr. Mais je crois très sincèrement que le préalable à toutes autres questions, c'est désormais notre nombre et notre qualité de vie syndicale. Il faut qu'on partage là-dessus ; ce n'est pas possible de passer ça à perte et profit juste en évoquant au grès d'un rapport.

Je sais que dans le paysage actuel nous avons beaucoup de choses à traiter. Nos espaces se réunissent, produisent de l'activité, des contributions, des parutions. Je veux éviter un inventaire à la Prévert et je prends le parti de ne pas développer sur toutes ces questions.

C'est le cas de la loi santé de Buzyn, dont on dit qu'elle est systémique autant que catastrophique. Je porte à votre connaissance que la confédération vient de rédiger un tract pour qualifier ce projet dévastateur. Contribuons dans un premier temps à le faire connaître autant que de besoin. Nous aurons tout le loisir d'y revenir ensuite.

Je ne développerai pas non plus sur la perte d'autonomie dont on dit justement que c'est un enjeu de société. Différents écrits et notamment celui qui rend compte de la rencontre au ministère avec la mission Lebeault, rédigé par notre camarade Daniel Blache, sont à votre disposition.

Les espaces vont continuer de travailler, de proposer des plans de travail à la direction de l'UCR, en développant la notion de campagne revendicative. Nous y reviendrons.

Les camarades animateurs des espaces auront l'occasion de donner les éléments d'informations utiles sur ces questions que j'ai rapidement évoquées. Nous savons qu'elles sont importantes.

Vous l'avez compris, notre priorité c'est la situation de nos forces organisées. Mais pas en dehors du temps et du besoin de poursuivre notre construction revendicative.

Après le 19 mars, il convient de marquer un intérêt particulier à tout ce qui va faire du 11 avril une grande journée nationale d'actions, un succès. Les retraités ont en besoin pour se faire entendre sur leurs revendications.

D'après les indications données à la CEC d'hier, une nouvelle journée nationale d'actions à caractère interprofessionnel pourrait être mise au débat dans l'intersyndicale qui se réunira d'ici quelques jours.

Le 1er mai va rapidement arriver après la journée d'actions des retraités. Si on pouvait l'aborder de manière offensive et moins comme une promenade du dimanche pour rencontrer les copains, ça ne ferait pas de mal à personne.

La journée d'action de la CES à Bruxelles, que la CGT a souhaité, contre l'avis de la plupart des organisations réfor-

mistes, dans l'environnement des élections européennes est également dans notre panorama.

Nous avons de quoi travailler, de créer les conditions d'une mobilisation sociale à la hauteur des enjeux. Mettons-y l'enthousiasme nécessaire en étant lucides et ambitieux pour le monde du travail.

APRÈS LE DÉBAT, OLIVIER JOUCHTER CONCLUE

Dans ses conclusions Olivier JOUCHTER montre combien notre corps militant est lucide, pragmatique, mais en même temps, ambitieux mais, c'est ce qui caractérise toute la CGT et l'on a besoin de l'être. On est dans une séquence de notre histoire où l'on a en face de nous un véritable rouleau compresseur et quels que soient les gouvernements. On caractérise celui d'Emmanuel Macron, mais c'était largement la même chose avec les précédents Hollandes, Sarkozy. On n'a pas d'autres perspectives que d'afficher des ambitions revendicatives avec des rendez-vous pour porter ces questions revendicatives.

Le renforcement de notre organisation pour amplifier le rapport de forces.

Chose intéressante c'est le nombre de camarades qui sont intervenus sur les questions d'organisation. « C'est vrai, il faut que l'on renforce la CGT parce que, qui peut imaginer que l'on va pouvoir amplifier le rapport de forces en ayant chaque année moins d'adhérents. Je ne le crois pas. D'autant que l'on se revendique comme une organisation de classe et de masse. On a un énorme problème à relever ».

« Je pense qu'il faut que l'on s'intéresse à notre état d'organisation 2018 sans attendre. 2017, on n'en parle plus ou on en tire l'analyse, mais il faut que l'on regarde la situation 2018. Si l'on ne bouge pas et que l'on reste dans la même situation, sur le même rythme que ce que l'on a vécu les précédentes années, on risque de faire le même constat dans un an et je n'ai pas envie et vous non plus je suppose. Regardez notre état d'organisation et renforcer la CGT oui, c'est vraiment une question essentielle et cela nous renvoie à notre qualité de vie syndicale ».

Des échéances revendicatives.

« On a des échéances, on a des dates, on a du matériel. On a du matériel parfois, on ne sait pas quoi en faire, contenu des forces pour engager tout cela. Moi, je pense que l'on a différents temps qu'il faut que l'on se fixe. La question de la retraite on a dit que l'on en faisait un de nos axes de bataille. On ne lâche pas sur la question du pouvoir d'achat des pensions, de la fiscalité. Cela reste le cœur de notre mobilisation que l'on arrive à construire avec les neufs. Mais il faut ne pas perdre de vue la loi santé. On va reprendre l'expression confédérale. Chacun de nous est libre dans les organisations qu'il anime de créer les conditions de sa diffusion la plus large et l'on verra, comment nous, on peut abonder sur cette loi à partir d'un champ un peu plus spécifique. Peut-être que l'on pourra faire le joint avec la prochaine loi qui se prépare sur l'autonomie. »

L'environnement ?

« J'ai volontairement posé la façon dont on pourrait aborder à l'avenir les questions environnementales. Je savais que l'on n'y répondrait pas aujourd'hui. Mais si je les fais c'est que je pense que cela devient comme vous l'avez dit de vrais sujets de société qu'on ne peut pas s'en désintéresser parce que cela un pacte considérablement la société, notre planète et qu'il n'y a que le capital qui s'y intéresse pour l'instant. Prenez l'exemple de MOSANTOS, ils n'ont aucun scrupule. Leur idée, c'est de faire coûte que coûte du profit. Ils se moquent de polluer la planète, de porter atteinte à la population. Je suis convaincu que l'on prendrait du retard sur ne se préoccupait pas de ces questions-là ».

L'unité.

« Sur la question unitaire, on avait déjà évoqué l'idée de rencontrer l'U.N.S.A. Nous avons l'idée de les contacter à nouveau. Moi, j'en entendu ce qu'ont dit les camarades cheminots qui ont su donner une dimension unitaire importante. Mais les problématiques unitaires peuvent être différentes d'un endroit à l'autre ».

Créons toutes les conditions pour que le 11 avril soit une belle journée d'action.

« Soyons attentifs dans les journées d'action aux conditions que l'on crée sur notre présence dans les manifestations. Parfois, dans les cortèges, il y a que de la musique. Je pense qu'il faut que l'on porte plus d'attention à l'animation avec des slogans revendicatifs, des banderoles qui portent les revendications actualisées. Il faut que l'on regarde un peu plus précisément sur la manifestation Île-de-France dans la mesure où c'est celle où toutes les confédérations concernées sont présentes. On a les exemples qui ont été donnés sur des mises en scène d'inauguration de place comme par exemple, les Invalides à Paris avec l'idée d'inviter la presse. Cela peut créer les conditions d'une communication un petit peu nouvelle, car on n'a pas les moyens de nos adversaires. Je pense qu'il y a des choses que l'on fait bien, par exemple, la carte pétition avec un dessin qui marquera. Une carte pétition qui est emblématique de ce que l'on fait depuis quelque temps. Une carte pétition qui marque le printemps des retraités pour plus de justice sociale. Créons toutes les conditions pour que le 11 avril soit une belle journée d'action et de manifestations. Communiquons sur les éléments de préparation car trop souvent quand un journaliste m'interroge, je suis obligé d'aller sur les sites Internet des journaux locaux pour savoir ce qui se passe. Je vous rappelle le dispositif SMS qui sera mis en place pour être encore plus interactif dans notre communication. N'oubliez pas d'alimenter le plus possible la carte des luttes.

Et le congrès de la CGT.

Je ne veux pas terminer mon intervention sans faire référence à une échéance qui est importante pour toute la CGT, c'est le congrès confédéral bien évidemment. On a eu un point de fait à la CE confédérale. On ne connaît pas encore les 1000 délégués au congrès confédéral, et on ne connaît pas encore tous les délégués retraités. Les 8 multipros, c'est notre responsabilité dans la mesure où on fait office de fédération. Donc pour cela on a prévu d'avoir au moins deux initiatives de débats avec eux avec l'aide de l'U.C.R. et de l'espace vie syndical avec les coopérants référents. Cela va avoir lieu et il va y avoir une réunion de synthèse. Ou c'est plus compliqué, ce sont les 100 autres puisqu'ils ne sont pas mandatés par nous. Ce sont soit les fédérations soit les unions départementales. On n'en connaît seulement 84. Et sur les 84 il n'y a seulement que 25 femmes. On va régresser de ce point de vue. Il est vrai qu'il n'y a que 27 % de femmes retraitées syndiquées. Comme j'ai dit à la CE confédérale, ce congrès ne fait pas événement. Dans nos organisations on en parle assez peu. C'est-y compris notre responsabilité. Aux camarades retraités qui se plaignent qu'il y ait que quelques lignes sur les retraités je leur dis allez-y, proposez des amendements. Amandons autant que de besoin ».

PRÉSENTATION DE L'INTRANET DE L'U.C.R.



Pascal Santoni

Le 29 octobre 2019 à 10h30 internet fêtera ses cinquante ans. Le 29 octobre 1969, l'Université de Californie à Los Angeles et l'Institut de recherche de Stanford communiquent à l'aide de deux ordinateurs reliés entre eux.

En décembre 1969 : 2 ordinateurs supplémentaires sont connectés à l'université de Californie à Santa Barbara et à l'université de l'UTAH. Le réseau baptisé «Arpanet» compte 4 ordinateurs.

En 1990, Tim Berners-Lee, le « père » du Web, mettait en ligne le premier site Web. En 2018, on approche du milliard et demi de sites Web et l'on recense plus de 4,2 milliards d'internautes (+7% sur un an), dont 80% sont actifs sur les réseaux sociaux, soit 3,2 milliards (+13%). 90% d'entre eux y accèdent depuis un mobile.

En janvier 2019, Médiamétrie dénombrait plus de 53,6 millions d'internautes en France, soit 85,3% des Français de deux ans et plus.

En ce qui concerne les réseaux sociaux, près de 60% des Français les utilisent chaque mois. Ils y passent en moyenne plus d'une heure par jour, pour un total de 4 h 48 sur le web au quotidien. L'utilisation est quotidienne dans 91% des cas.

Mais ce n'est pas parce que l'on dispose d'un site internet et que l'on existe sur les réseaux sociaux que l'on va toucher des millions d'internautes. Il faut que les informations que nous diffusons les intéressent et les intéressent suffisamment sur les réseaux sociaux pour qu'ils les partagent avec leurs amis ou connaissances. Cela pour dire qu'un site internet et une page Facebook cela doit vivre, être réactif à l'actualité et pour ce qui nous concerne, il faut un investissement, certes, d'une autre nature mais aussi militante que nos pratiques habituelles.

Mais c'est également efficace : notre site est vu par 1000 personnes en moyenne par jour et notre page Facebook par 3 000 en moyenne. On pourrait faire beaucoup plus. Et c'est indispensable. Comment répondre au rythme accéléré des annonces, mesures et réformes ? Cela modifie notre communication traditionnelle, mais ne la supprime surtout pas. Les tracts sont toujours indispensables, mais ils répondent plus sur le fond des problèmes et dans la durée. Internet, Facebook nous permettent de réagir aussi vite que le pouvoir agit.

D'ailleurs comment expliquer que face à des médias acquis corps et âme à la politique de Macron, 83 % des Français approuvent la grève du 19 mars et malgré les scènes de violence répétées en boucle, que 53 % soutiennent les gilets jaunes ?

Après ce petit détour de « propagande » j'en viens à l'intranet de l'U.C.R.

Intranet

C'est un réseau internet privé. Il permet aux collaborateurs d'une entreprise, nous les dirigeants de l'U.C.R., d'échanger des informations et des documents dans un environnement sécurisé, au sein d'un espace dont l'accès est restreint à un groupe défini, par l'attribution d'identifiants et de mot de passe.

Intranet est un outil d'information, de communication et d'échanges et de travail et peut aussi assurer des formations à distance.

Nous avons établi une architecture qui reprend l'ensemble des besoins qui nous sont apparus utiles, mais c'est à l'usage que l'on pourra valider ces propositions.

L'architecture réunit l'ensemble des acteurs et futurs utilisateurs : BN, CE, CG, USR, U.F.R., Espaces de travail.

Intranet assure l'information sur l'activité de ces différentes instances de direction, met à disposition le résultat de leurs travaux et assure leur conservation. Intranet sert ainsi d'archives pour toutes les activités de la direction.

C'est en réalité un extranet. L'intranet est généralement un réseau interne à l'entreprise et à l'usage exclusif de celles et ceux qui y travaillent. L'extranet permet, via le réseau internet, d'y accéder de l'extérieur.

L'intérêt c'est évidemment que vous avez accès à ce réseau que vous soyez à l'étage de l'U.C.R. ou à Perpignan ou à Bastia, par-delà les mers...

Cela permet aussi une économie de classement et de papier : retrouver une convocation, un rapport, une étude, un état d'orga, les coordonnées d'un(e) camarade, un calendrier de réunions, un relevé de décisions en quelques clics. Et on sait où il faut chercher...

Démonstration : convocations BN, CE, rapports CE, état d'orga.

Comment ça marche ?

L'adresse du site intranet, il est recommandé de le mettre en signet à portée de clic.

Il faut s'identifier.

Il y a différents niveaux d'accès : les mêmes droits pour tous les membres du Comité général, BN, CE, SG d'USR et d'U.F.R.

Les camarades appelés à l'utiliser et qui ne sont pas membres du CG : des membres des espaces, les journalistes de VN, des personnels, n'ont accès qu'à leur espace et à la rubrique Productions qui recevra tous les documents validés par le BN, la CE ou le CG.

On s'interroge sur l'utilité de créer dans la rubrique Productions une sous-rubrique Rapports, afin que les participants

à des espaces non-membre de la CE ou du CG et les journalistes puissent avoir accès aux rapports de la CE et du CG, cela peut être utile dans leur travail.

Les membres du CG ont accès à toutes les rubriques sauf le BN et les Espaces de travail afin qu'ils ne soient pas trop perturbés en cours d'élaboration de leurs travaux, mais évidemment les membres du B.N. comme les responsables des Espaces pourront solliciter qui ils souhaitent, comme cela se pratique habituellement.

Les accès sécurisés.

Identifiant : votre adresse mail que vous avez communiqué à l'U.C.R.

Le mot de passe : le même pour tous les membres du comité général puisque tous disposent des mêmes accès. Seuls les membres du B.N. ont accès en plus aux espaces de travail. Cela permettra lorsqu'un espace souhaite faire valider un document de le soumettre préalablement aux membres du B.N. pour avis.

Il y aura par ailleurs des mots de passe différents pour les personnels, les journalistes et chaque espace disposera d'un accès particulier et exclusif pour les non-membres du CG. Enfin deux personnels auront accès à l'ensemble des rubriques pour pouvoir alimenter l'intranet : Jessica, Laure et moi-même avec une obligation de réserve.

Il y a trois profils d'utilisateurs : ceux qui consultent l'intranet et communiquent avec d'autres utilisateurs, ceux qui vont le renseigner en utilisant une interface de gestion et ceux qui vont partager leurs travaux au sein des espaces de travail, en vue d'une validation par les instances de direction.

PRÉSENTATION.

Le site www.ucr.cgt.fr/intranet

Identification : identifiant + mot .de passe

Affichage de toutes les rubriques avec la possibilité d'aller directement à l'une des sous-rubriques.

Chaque doc peut être téléchargé et imprimé.

Une fois le document visualisé, il est possible de naviguer au sein de l'intranet avec les icônes en haut du site ou de revenir sur la page de garde en cliquant sur le fil d'Ariane « Accueil » ou encore en cliquant sur le logo de l'U.C.R.

Les instances de direction.

Dans chaque rubrique des instances de direction la même configuration : Convocations, rapports, relevés de décisions, documents associés, membres de l'instance de direction avec les coordonnées et Retour vers la liste, archives.

Les Espaces de travail.

Seuls les membres de l'Espace y ont accès, mais vous avez accès dans Productions à tous les documents validés (Vie syndicale).

Productions.

Vie syndicale, Revendicatif, Enjeux de société, ...

Outils.

Il reste à le compléter, mais nous allons créer une seule base de données croisées qui permette quand il y aura une modif d'adresse, de tel... que cette modif se fasse automatiquement dans tous les fichiers, ce qui sera très utile et économe en temps et en erreurs.

Annuaire.

Agenda Framagenda

Agenda BN en fait agenda général, nous allons simplifier.

Il manque un outil précieux : les tutoriels auxquels vous pourrez avoir recours chaque fois que vous aurez oublié comment ça marche. Ils sont pour l'instant sur le site de l'UCR.

Il y aura évidemment un tutoriel pour l'utilisation de l'intranet.

Un glossaire des mots et des fonctionnalités utiles et à votre demande aussi.

Voilà l'essentiel de l'utilisation de l'intranet, il va être maintenant régulièrement enrichi, mais vous voyez que c'est du boulot.

Il y a encore des choses à améliorer.

Mais surtout il va s'améliorer à notre usage. N'hésitez pas à nous soumettre des critiques et des suggestions.

Nous mettons en place un plan de formation : tous les mercredis Té Sackda, notre prestataire sera à votre disposition dans les bureaux de l'U.C.R. ou au téléphone ou pour prendre rendez-vous, nous vous proposerons une heure lors de la prochaine CE au cours de laquelle nous aborderons les questions de son utilisation et les difficultés que vous rencontrez.

J'espère que ce nouvel outil répondra à vos attentes, si ce n'est pas le cas, il peut évoluer en fonction de vos demandes.

Merci.



Bureau National



Commission Exécutive



Comité général



Espaces de travail



Productions



Outils

BIENVENUE SUR L' INTRANET DE L' UCR !



Accueil / Bienvenue sur l'intranet de l'UCR !

Connexion: p.santoni@cgt.fr

BUREAU NATIONAL

- ▶ Convocations
- ▶ Relevés décisions (rd)
- ▶ Documents (doc)
- ▶ Membres
- ▶ Archives



COMMISSION EXÉCUTIVE

- ▶ Convocations
- ▶ Rapports(ra)
- ▶ Relevés décisions (rd)
- ▶ Documents (doc)
- ▶ Membres
- ▶ Archives



COMITÉ GÉNÉRAL

- ▶ Convocations
- ▶ Rapports(ra)
- ▶ Relevés décisions (rd)
- ▶ Documents (doc)
- ▶ Membres
- ▶ Archives



ESPACES DE TRAVAIL

- ▶ Vie syndicale (vs)
 - Coordination/Coopération
 - Suivi des orgas
 - Formation syndicale
- ▶ Revendicatif (rp)
 - Pouvoir d'achat (pa)
 - Santé, pion sociale (sps)
 - Cadre de vie (cdv)
 - Femmes retraitées
- ▶ Politique Financière
- ▶ Enjeux de société (es)
- ▶ Europe/Inter (ei)
 - Ferpa (fe)
 - Bassin Méditerranéen
 - Initiatives
- ▶ Communication (com)
- ▶ Vie Nouvelle
- ▶ CDCA Territoires
- ▶ Archives



PRODUCTIONS

- ▶ Vie syndicale
- ▶ Revendicatif
- ▶ Enjeux de société
- ▶ Europe/Inter
- ▶ Communication
- ▶ Vie Nouvelle
- ▶ Politique Financière
- ▶ Archives



OUTILS

- ▶ Annuaires
 - BN
 - CE+CFC
 - USR
 - UFR
 - Personnels
- ▶ Agenda
 - BN
- ▶ Calendrier
 - BN
 - CE/CG
- ▶ Archives



RAPPORT DE PRÉSENTATION SUR LA STRATÉGIE REVENDICATIVE DE L'UCR



Catherine Tran-Phung-Cau

Le rapport d'Olivier, le matin, sur l'actualité sociale et revendicative ainsi que le débat qui s'en est suivi, nous amène dans cette séquence à faire un point sur notre activité revendicative et sur notre stratégie à développer.

Vous avez évoqué un certain nombre de champs revendicatifs qui sont inscrits dans notre plan de travail.

Dans sa feuille de route que vous pourrez retrouver dans l'Interliaisons n° 137 de décembre 2017, l'espace revendicatif s'est fixé un certain nombre d'axes revendicatifs à partir de nos orientations et ancrés dans le réel de la situation sociale et économique que vivent les retraités.

À PARTIR DE NOS AXES DE TRAVAIL QUI SONT :

- Pouvoir d'achat, Fiscalité, Retraite
- Santé, protection et action Sociale, Autonomie
- Cadre de vie autour des transports, du logement, des services publics... Nous nous sommes fixés de travailler l'ensemble de ces axes en termes de « campagne », ce qui signifie que nos expressions, sous forme de tracts, d'argumentaires et autres, s'inscrivent dans la durée et permettent à nos organisations d'aller à la rencontre et au débat avec les retraités selon leur propre plan de travail, leur réalité de terrain. L'important c'est de leur donner suffisamment de matériel pour argumenter dans la bataille des idées et développer nos propositions et gagner en mobilisation et renforcement.

Avec cette perspective, du matériel a été édité et sans les citer tous, nous nous sommes exprimés sur : « *Enjeux des cotisations sociales* », « *Pourquoi augmenter les pensions comme les salaires* », « *sur la fiscalité : CSG, taxe d'habitation* », « *sur Macron nous coûte un pognon de dingue* ».

Une série de tracts sont prêts à être adressés, après validation au Bureau, sur le logement, le transport, les services publics. Par contre, nous nous étions fixé une expression sur « Pensions de réversion » que nous n'avons pas encore réalisée, mais j'y reviens plus loin.

Également, nous avons mis en perspective un matériel sur « Autonomie » et le travail de Daniel Blache, membre de l'espace et membre du haut conseil de l'âge sur l'autonomie, qu'il nous a présenté lors de la dernière CE ainsi que sa contribution au conseil de l'âge et le 4 pages sur l'autonomie va être diffusé aux organisations prochainement.

Pour autant, il nous reste à voir comment on fait vivre ce document en termes de campagne.

IL est prévu de rencontrer la FD de la santé et la camarade responsable sur les Ephad. En cours d'élaboration un 4 pages argumentaire par rapport au projet de loi « ma santé 2022 ».

Par rapport, à ce que nous nous étions fixés au comité général, en termes de journées d'étude sur « retraite et fiscalité ».

Sur Retraite : nous proposons, dans le cadre du projet gouvernemental sur la retraite :

➤ d'organiser une campagne « retraite » avec un 1er matériel qui s'intitule « Si on parlait de notre système de retraite ou quelques vérités bonnes à rappeler ».

➤ d'organiser une 2ème journée d'étude à la CE en avril, mai ou juin.

L'objectif de cette campagne est de permettre à tous les membres de la CE, de s'approprier tous les éléments et de maîtriser les arguments pour ensuite décliner dans leurs USR et UFR, avec leur UD, « le dossier Retraite », un réel enjeu de société. Campagne que nous inscrivons dans la campagne confédérale qui va être impulsée avec conférence de presse et une série de tracts.

SUR FISCALITÉ :

Après avoir sorti du matériel sur la CSG, l'espace travaille à séquence journée étude à la CE, en prenant appui sur les documents de la Fédération des Finances « Nous allons vous faire aimer les Impôts » et « pour une justice fiscale ».

SUR PENSION DE RÉVERSION :

Dans le cadre du projet de réforme retraite qui va impacter, de fait, les pensions de réversion, le COR a émis 5 hypothèses. L'observatoire français des conjonctures économiques vient aussi de mettre en avant des éléments pour faire évoluer les pensions de réversion.

Également, nous voyons circuler dans les tuyaux gouvernementaux et différents médias quelques réflexions afin de nous marteler le cerveau sur la nécessité de revoir cette question des pensions de réversion avec seul fil conducteur faire baisser le montant dans un premier temps pour arriver à plus long terme à les faire disparaître.

En conséquence, l'espace revendicatif a inscrit dans son plan d'action de travailler à une expression sur pension de réversion, expression qui sera travaillée même temps avec le collectif femmes retraitées qui lui aussi s'est fixé un plan de travail.

Même si ce sont les femmes qui sont le plus concernées, au regard de leur vécu professionnel et des inégalités salariales tout au long de leurs carrières, l'espace pense que nous devons travailler cette revendication dans sa globalité, en travaillant la question du niveau de vie et le travailler en termes de campagne. Nous serons peut-être amenés à revoir notre réflexion pour travailler y compris une fiche « Repère ».

Également, une forte demande remonte de la part des camarades sur le fait que les retraités n'ont que leur relevé de compte pour suivre leur pension.

Pour répondre à cette attente, nous avons réfléchi à imaginer

« **une feuille de pension** » qui pourrait être l'équivalent de bulletins de salaire chez les actifs. Or avant de nous lancer dans la réflexion, nous avons regardé ce qui existait déjà. Force est de constater que des bulletins de pensions existent, que l'on soit du régime général comme du public sauf qu'il faut aller se les chercher sur Internet. Par conséquent, il faut savoir qu'il faut aller sur son compte personnel, qu'il faut savoir manipuler et bien évidemment avoir un ordinateur. Ce qui fait dire aux camarades : « on ne reçoit rien de nos caisses hormis les modifications sur les prélèvements ou les revalorisations ».

Face à cette situation et attente des camarades, nous pensons dans l'espace revendicatif qu'il faut nous rapprocher de la réflexion sur le numérique, les nouvelles technologies, avec plan de formation, etc. tel qu'il est travaillé dans l'espace « enjeux de société ». D'où la nécessité de travailler la transversalité ou les complémentarités entre les espaces de l'UCR.

Par contre en termes de Pouvoir d'achat, l'espace a décidé de travailler sur le « panier du retraité » sur sa réalité et ses besoins.

J'en viens aux fiches repères revendicatifs.

Nos repères revendicatifs sont au nombre de 8.

Au cours de chaque mandature, nous en faisons une relecture pour les réactualiser, si besoin, lors des comités généraux.

Au comité général de juin 2018, nous avons retravaillé la fiche repère

« **une retraite décente** ».

Nous proposons pour le comité général des 2 et 3 juin 2019 de présenter :

- **La fiche repère** : Droit à la santé et à l'autonomie
- **La fiche repère** : Droit aux Services publics
- **La fiche repère** : Droit aux transports.

Puis seront présentées au comité général de décembre :

- **Les fiches repères** : Droit au logement, Droit à la culture et à l'information et Droit aux loisirs.

Par conséquent, les organisations vont recevoir début avril un courrier et ces 3 fiches repères, qu'elles pourront amener et devront nous renvoyer à la mi-mai, afin que l'espace ait le temps de prendre en compte les observations et les amendements proposés et être prêt pour le comité général.

EN TERMES DE STRATÉGIE REVENDICATIVE :

1. L'espace va continuer à travailler les contenus revendicatifs en termes de campagne et en lien avec l'actualité, en intégrant ce qui sera porté dans le débat avec la CE.

2. Sur pensions de réversion, nous allons travailler sur une expression conjointement avec le collectif « Femmes retraitées ».

3. Accélérer notre travail de transversalité ou plutôt de complémentarité avec les 2 espaces ciblés dans notre feuille de route à savoir « Enjeux de société » et l'espace « Territoires/CDCA ».

Déjà, les 3 animateurs de ces espaces se sont rencontrés le 20 février 2019. Notre 1ère réflexion s'est portée sur cette question de transversalité pour ensuite retenir le terme de complémentarité.

Nous avons retenu en termes de conception et de stratégie de travailler « la démarche revendicative » que lorsqu'un sujet de travail serait abouti dans l'espace concerné.

Également nous avons envisagé de réunir nos 3 espaces sous forme d'une journée d'échanges et de réflexion sous forme d'atelier de groupe, à partir d'un thème, traité dans ces espaces et qui aurait un fil conducteur pour élaborer et développer une démarche revendicative. L'objectif étant toujours le même, à savoir que nos organisations s'approprient les éléments revendicatifs et les déclinent en proximité, en territoires. Tout en accélérant le travail avec ces 2 espaces, nous allons l'élargir rapidement avec l'espace « Communication » et « vie syndicale ».

4. L'espace revendicatif va réfléchir en lien avec l'espace territoire à la conceptualisation du « cahier revendicatif du retraité en territoire ».

5. Sur le plan Information – Formation

L'espace vous propose d'organiser avec la CE et en lien avec l'actualité :

- Une nouvelle séance sur le dossier « retraite » accompagnée de différents matériels et s'intégrant dans la campagne confédérale de reconquête de la sécurité sociale. Un 1er tract « Et si on parlait de notre système de retraite ou quelques bonnes vérités à rappeler » doit vous parvenir dans les très prochains jours.

- Une séance sur fiscalité.

- Une séance sur loi Santé « ma santé 2022 ».

6. Unité syndicale : nous considérons que tout ce que porte la CGT dans l'intersyndicale des 9, et ce qui se met en mouvement contribue à développer notre stratégie revendicative.

7. L'espace revendicatif comme l'UCR dans son ensemble, a besoin de mesurer l'utilité, l'efficacité des matériels produits et donc a besoin que nos organisations nous fassent remonter leurs observations. Également, pour l'UCR, il est nécessaire d'interpeller à nouveau, nos organisations pour alimenter la carte des initiatives et la carte des manifestations, et un nouveau dispositif de suivi des initiatives va être mis en place.

L'objectif étant de tirer, au niveau national, à partir des informations que les organisations nous font remonter, l'analyse de nos actions et d'avoir une réelle photographie de notre activité. Dans ce cadre, nos référents et coopérants sont une pièce maîtresse pour faire le relais entre les territoires et l'UCR. Notre démarche revendicative essaie d'être un outil au service de nos organisations et nous avons à porter dans un même mouvement vie revendicative et vie syndicale avec comme priorité, le renforcement.

Voilà Camarades, ce que j'étais chargée de présenter à la CE, et comme nous sommes plusieurs membres de l'espace revendicatif à la CE, nous allons bien écouter le débat et surtout bien prendre en compte vos observations et propositions sur la stratégie revendicative de l'UCR afin de la faire évoluer.

